

**Conseil des ministres
franco-allemand - Relations
bilatérales - Education /
Enseignement supérieur, recherche
et innovation / Culture / Travail /
Economie / Finances / Affaires
étrangères / Intérieur (fiches
thématiques du dossier de presse de
la Présidence de la République)**
(Paris, 13 juillet 2017)

Éducation nationale

La France et l'Allemagne entendent donner un nouvel élan à leur coopération à destination des jeunes en les sensibilisant aux valeurs communes qu'elle porte et aux opportunités qu'elle offre.

Dans cet objectif, les deux pays renforceront l'apprentissage de la langue du partenaire et la mobilité des jeunes, dans le domaine de l'enseignement général comme dans celui de la formation professionnelle, dans le respect des différences structurelles de leurs systèmes éducatifs. Une attention particulière sera portée aux enjeux du changement climatique et de la transition écologique.

OBJECTIF 1

Promouvoir l'apprentissage de la langue du partenaire

La France et l'Allemagne rappellent la priorité qu'elles accordent à l'apprentissage de la langue du partenaire, au coeur de leur relation bilatérale.

La France promeut le développement des classes bilangues permettant l'apprentissage de l'allemand et de l'anglais dès l'entrée au collège. L'objectif est d'ouvrir environ 1 200 classes bilangues à la rentrée 2017, ce qui permettra de viser un total de 540 000 élèves apprenant l'allemand au collège, soit une augmentation de 10% par rapport 2015, en tenant compte de la 2ème langue obligatoire en classe de 5ème.

L'Allemagne veillera à maintenir et, si possible, à renforcer le nombre d'apprenants de français en Allemagne dans l'ensemble de son système éducatif.

Les deux pays mettront en place un point d'étape annuel, qui sera l'occasion de faire le bilan de la rentrée écoulée et de se fixer des objectifs précis pour la rentrée suivante. Ce point d'étape pourra avoir lieu au moment de la journée franco-allemande du 22 janvier.

OBJECTIF 2

Développer de nouvelles formes et de nouveaux instruments de mobilité

La France et l'Allemagne souhaitent intensifier leurs coopérations pour développer les partenariats entre classes et établissements et rendre accessibles à tous les jeunes Français et Allemands les programmes de mobilité. Les deux pays continueront de soutenir l'OFAJ dans la mise en oeuvre de sa stratégie «Diversité et participation» qui vise à compter, en 2020, 20% de jeunes ayant moins d'opportunités parmi les bénéficiaires de ses soutiens.

La France se fixe comme objectif d'augmenter de 10% d'ici 2020 le nombre d'établissements français ayant un accord de partenariat avec un établissement allemand (jumelages).

L'Allemagne développera la sensibilisation des chefs d'établissement et la formation de leurs équipes à l'apport de la mobilité et à la culture de l'accueil afin de renforcer les partenariats stratégiques entre Länder et académies.

Afin de développer une culture de la mobilité et la pédagogie interculturelle, la France et l'Allemagne mettront en oeuvre des actions de formation, s'appuyant sur l'expertise de l'OFAJ, destinées aux personnels éducatifs et aux professionnels de jeunesse et de l'animation socio-éducative.

OBJECTIF 3

De nouvelles initiatives dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels et de la jeunesse

La France et l'Allemagne souhaitent développer et consolider la mobilité des jeunes de l'enseignement et de la formation professionnels, ainsi que l'éducation citoyenne.

En France, les 20 Campus des métiers et des qualifications impliqués dans la transition énergétique (éco-industrie, bâtiment et écoconstruction, matériaux innovants...) mettront en place un partenariat et des échanges avec des établissements allemands travaillant sur les mêmes problématiques. Ces campus ont vocation à accueillir des sections franco-allemandes.

La première sera créée dès la rentrée 2018. Y seront également développées des certifications complémentaires aux diplômes nationaux, comme cela a été expérimenté par l'Académie de

Strasbourg avec ses partenaires du Bade-Wurtemberg dans le dispositif Azubi Bac pro, afin de mieux informer les jeunes et les administrations en charge de l'emploi des jeunes.

L'Allemagne augmentera substantiellement les mobilités de jeunes apprentis vers la France à travers le programme européen Erasmus+ et les programmes bilatéraux du Secrétariat franco-allemand (SFA) et de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), mais aussi à travers la plate-forme franco-allemande Écoles-Entreprises.

Pour favoriser l'engagement des jeunes au service de nos valeurs, l'OFAJ conduira une expérimentation, en concertation avec les jeunes, pour créer des outils d'éducation citoyenne au bénéfice des travailleurs de jeunesse des deux pays.

OBJECTIF 4

Appel franco-allemand à des évolutions du programme Erasmus+

L'Europe doit aujourd'hui faire face à de redoutables défis. La mobilisation de tous les Européens - et plus particulièrement des jeunes - doit être une priorité. Dans cet esprit, la France et l'Allemagne plaideront ensemble pour une augmentation des moyens du futur programme Erasmus+.

Enseignement supérieur, recherche et innovation

L'Allemagne et la France placent l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation au cœur du projet européen, définissent des priorités communes et renforcent leurs efforts conjoints dans ces domaines, pour relever les défis climatiques et énergétiques, les défis de santé publique, et construire une société de la connaissance compétitive et ouverte où les étudiants, les chercheurs et les innovateurs sont libres de se déplacer et d'acquérir les compétences nécessaires pour saisir les nouvelles opportunités économiques.

OBJECTIF 1

Lutte contre le changement climatique, énergie et développement durable

Pour intensifier le rôle de l'Europe dans la lutte contre le changement climatique et pour la transition énergétique, l'Allemagne et la France s'engagent dans le domaine de la recherche.

L'Allemagne et la France mettent en place un programme de recherche franco-allemand dans les domaines du climat, de l'énergie et du système terrestre dans le cadre de l'initiative «Make

our Planet great again». L'Allemagne la soutiendra en consacrant 15 millions d'euros (hors contribution des opérateurs) pour l'attractivité des meilleurs scientifiques internationaux dans ces domaines. Ils s'ajouteront aux 30 millions d'euros (hors contribution des opérateurs) que la France engage.

La recherche franco-allemande concourra aux objectifs communs pour une Union de l'Énergie, pour préparer les ruptures technologiques et répondre aux enjeux industriels et de souveraineté. La priorité sera donnée au stockage de l'énergie et aux réseaux. Une attention particulière sera portée aux aspects socio-économiques. Dans la perspective notamment d'une initiative industrielle européenne «batterie», l'Allemagne et la France créeront une alliance entre les acteurs principaux dans le champ pour joindre leurs efforts de recherche et de développement afin de développer de nouveaux matériaux, d'optimiser les systèmes et les procédés de fabrication.

Le dialogue franco-allemand sera renforcé dans le domaine de l'hydrogène. À cet effet, d'ici 2018, la France accélérera la mise à niveau des infrastructures de recherche et des plateformes technologiques pour l'hydrogène, dans le cadre du consortium HYFI - réunissant le CEA, le CNRS et des industriels.

Pour la recherche de base en énergie, un appel à projets commun dédié sera lancé en 2018. Les projets incluront des industriels. L'Allemagne et la France apporteront jusqu'à 10 millions d'euros.

OBJECTIF 2

Lutte contre l'antio-résistance

L'Allemagne et la France prennent l'initiative de porter au niveau qu'exige la situation la recherche sur la résistance anti-microbienne, dans le prolongement des orientations fixées par le G20 de Hambourg. Cette initiative accompagnera les actions de l'OMS et celles, au niveau européen, de la Joint programming initiative against antimicrobial resistance - JPI-AMR. L'Allemagne et la France apporteront 7 millions d'euros de soutien nouveau dès 2018-2019, de part et d'autre, pour le renforcement des actions conjointes existantes et contribueront ainsi à la mise en place d'une plateforme collaborative globale de recherche afin de coordonner et maximiser l'impact des initiatives internationales en recherche fondamentale et clinique sur l'anti-biorésistance.

OBJECTIF 3

Souveraineté scientifique, technologique et industrielle dans les secteurs clés

La France et l'Allemagne s'engagent dans un grand projet d'intérêt économique européen commun sur la micro et la nanoélectronique, technologie clé pour la diffusion du numérique dans notre économie. S'agissant des financements, le projet d'intérêt économique sera notifié à

la Commission européenne pour obtenir dans les meilleurs délais l'autorisation pour la mise en place de financements publics dédiés. Cette initiative devrait permettre de générer des investissements de 8 milliards d'euros en France et en Allemagne.

De plus, l'Allemagne et la France renforceront leurs efforts conjoints de recherche en micro et nano électronique sur les démonstrateurs et pilotes de production de puce et prendront une initiative commune pour le prochain programme cadre de recherche et d'innovation européen.

L'Allemagne et la France continueront les échanges sur les initiatives en calcul intensif et moyens futurs de calcul.

Dans le domaine de la cybersécurité, la France et l'Allemagne partagent les mêmes priorités de formation et de recherche. Un appel d'offre conjoint en matière de recherche sera préparé en 2018. Les compétences et expériences partagées seront mobilisées. La coopération de recherche en sécurité civile entre l'Allemagne et la France sera par ailleurs poursuivie.

L'Allemagne et la France s'associent pour les sciences et données ouvertes au niveau européen, pour la souveraineté scientifique et la compétitivité. Elles engagent une initiative avec d'autres États membres (GO FAIR) pour accélérer la constitution du cloud scientifique européen. Elles soutiennent les projets d'infrastructures européennes dans le domaine, en particulier en Humanités Numériques avec le projet OPERAs pour les publications ouvertes.

OBJECTIF 4

L'Europe des nouvelles compétences et la mobilité étudiante

L'Allemagne et la France souhaitent accélérer la construction d'un véritable espace européen de l'enseignement supérieur, où les étudiants sont libres de vivre, de se déplacer et d'acquérir les compétences nécessaires pour saisir les nouvelles opportunités économiques. L'Allemagne et la France donneront ainsi un nouvel élan au processus de Bologne, pour faire de la conférence de Paris en mai 2018 un succès pour l'Europe. Elles porteront ensemble une nouvelle ambition pour le successeur du programme Erasmus + après 2020.

Les échanges étudiants franco-allemands seront renforcés. À cette fin l'augmentation de 1 million d'euros actée en 2016 de part et d'autre sera pérennisée pour le financement de l'Université Franco-Allemande. Un contrat d'objectifs sera établi pour renouveler les formations communes en lien avec les priorités stratégiques de la coopération franco-allemande en recherche et innovation et sur proposition des universités associées.

Enfin, l'Allemagne et la France encouragent le développement des coopérations transfrontalières universitaires, relevant des compétences nationales d'un côté et des Länder de l'autre.

Un point sur la mise en oeuvre de ces engagements sera fait lors du 6e Forum de la coopération franco-allemande en recherche qui se tiendra au premier semestre 2018.

Culture

La France et l'Allemagne réaffirment leur volonté de travailler de manière étroite à des initiatives et politiques communes afin de porter une nouvelle ambition pour l'Europe de la culture : soutien à la création et à la diversité culturelle, circulation des oeuvres et des artistes, éducation artistique et patrimoine.

OBJECTIF 1

Lancer un rendez-vous politique européen autour du livre et des industries culturelles

Foire de Francfort

L'invitation d'honneur de la France à la Foire internationale du livre de Francfort en octobre prochain pourrait être l'occasion d'organiser un rendez-vous politique réunissant des ministres européens de la culture, consacré aux enjeux de la création, du financement de la culture et de la diversité culturelle en Europe. Cet événement pourrait devenir, au niveau européen, un rendez-vous politique récurrent dans le cadre de la Foire.

Politique de promotion du livre et de la lecture

La France et l'Allemagne partagent un niveau élevé d'ambition en matière de soutien au livre et à la lecture et s'engagent à continuer à porter au niveau européen ce degré d'ambition. À cet égard, la France et l'Allemagne souhaitent affirmer l'importance des enjeux posés par l'interopérabilité des livres numériques. Les deux États appellent de leurs vœux des initiatives pour avancer sur ce dossier majeur, qui revêt un intérêt sensible pour le public, ainsi que pour les acteurs de l'industrie du livre en Europe.

OBJECTIF 2

Une mobilisation commune pour la protection du patrimoine et la mobilité des professionnels de la culture

Les deux gouvernements sont également mobilisés pour renforcer la lutte contre le commerce illégal des biens culturels. Ils appellent à la mise en place rapide d'un instrument européen

permettant d'interdire l'importation des biens culturels exportés illégalement.

La France et l'Allemagne, qui partagent le même objectif de protection et de valorisation du patrimoine, se réjouissent de l'organisation en 2018 d'une année européenne du patrimoine, fruit d'une impulsion commune.

Pour faciliter la mobilité des professionnels, la France et l'Allemagne s'engagent à construire un espace de mobilité culturelle, appuyé sur des projets franco-allemands concrets.

Il est également fondamental que l'Union européenne agisse rapidement pour faciliter et appuyer concrètement la mobilité des professionnels de la culture. C'est en ce sens que la France et l'Allemagne, dans le prolongement de l'initiative portée avec l'Italie le 5 mai dernier auprès de la Commission européenne, proposent la mise en place d'ici la fin 2017 d'un projet pilote favorisant la mobilité des professionnels de la culture en Europe - «Erasmus de la culture».

OBJECTIF 3

Défendre et promouvoir ensemble la diversité du paysage audiovisuel européen

Directive «Services de médias audiovisuels»

La France et l'Allemagne se félicitent des avancées obtenues dans le cadre de la négociation de la direction «services de médias audiovisuels», qui devront maintenant être sécurisées dans le cadre des négociations avec le Parlement européen.

Négociations commerciales

La France et l'Allemagne soulignent que l'exclusion des services audiovisuels des négociations commerciales doit être absolument préservée dans l'ensemble des négociations que mène l'Union européenne.

ARTE

La France et l'Allemagne soutiennent l'ambition d'ARTE de renforcer l'Europe par la culture et l'éducation, en s'engageant en faveur de la coproduction de séries de fiction entre les deux pays, en améliorant la distribution de ses programmes culturels en Europe et en proposant aux enseignants des deux pays la plateforme bilingue Educ'ARTE.

Travail

Parce que nous devons restaurer la confiance à l'égard de nos concitoyens en refondant l'Europe autour d'un modèle de croissance plus protecteur et plus juste, la France et l'Allemagne doivent proposer un élan nouveau pour l'Europe sociale, centré sur quelques priorités visibles et utiles pour les citoyens.

OBJECTIF 1

Aboutir ensemble à une révision ambitieuse de la directive sur le détachement des travailleurs

Quand il est bien encadré, le détachement de salariés en Europe est un outil sain, utile à la mobilisation de compétences qui ne sont pas immédiatement identifiables localement par les entreprises. C'est donc un outil de croissance important pour le marché intérieur. Mais il a été détourné de son objectif initial, et est devenu, dans beaucoup de cas, un outil d'optimisation de coûts. Il faut revenir à l'esprit initial du dispositif : concilier la liberté de prestation de services en Europe avec le respect des droits des salariés et des conditions de concurrence équitables.

La France et l'Allemagne ont la conviction que la seule manière de garantir la liberté de circulation des travailleurs et la libre prestation de services est de mettre fin aux contournements de la législation en vigueur. Nous souhaitons nous unir pour obtenir, dans les prochains mois, une révision ambitieuse du cadre juridique du détachement, utile pour les citoyens européens et pour la pérennité des échanges au sein du marché intérieur, en particulier entre nos deux pays.

La France et l'Allemagne développeront une position et une stratégie commune en vue des prochaines échéances européennes pour garantir le principe « À travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail » ; s'assurer du caractère véritablement temporaire du détachement, ainsi que de l'application pleine et entière des règles du détachement à l'ensemble des secteurs, y compris celui du transport routier ; lutter plus efficacement contre les fraudes au détachement en mettant en place, au niveau européen, des outils performants de suivi et de coordination.

OBJECTIF 2

Renforcer l'«Erasmus des apprentis»

Le programme Erasmus fête ses 30 ans cette année. C'est l'un des succès européens les plus emblématiques. Mais comment expliquer que nos apprentis n'aient pas, dans les faits le même accès à la mobilité européenne (la mobilité ne concerne qu'1% des alternants européens), alors même qu'elle a des effets directs positifs sur l'employabilité ?

De nombreux freins subsistent, à commencer par la grande hétérogénéité des systèmes d'apprentissage en Europe. Progresser vers l'Erasmus de l'apprentissage implique donc de lever progressivement les verrous concrets pour faire de la mobilité européenne une réalité.

Au-delà des évolutions réglementaires nationales nécessaires au développement du programme, la France et l'Allemagne souhaitent promouvoir ensemble le développement d'Erasmus pour les apprentis. Ce qui suppose :

- de développer le dialogue entre les acteurs de l'apprentissage (centres de formation, entreprises, maîtres d'apprentissage, apprentis) en consacrant la prochaine journée franco-allemande, le 22 janvier 2018, à la mobilité des apprentis. Ceux qui organisent la mobilité et ceux qui veulent en bénéficier doivent pouvoir se parler et construire des projets communs. D'ici cette date, la France et l'Allemagne affineront leurs plans d'action nationaux pour lever les obstacles au développement du programme ;

- de rédiger, en coopération avec les services publics de l'emploi français et allemand, un guide pratique de la mobilité franco-allemande et de développer une application rassemblant toutes les informations à destination des apprentis candidats à la mobilité, aux entreprises et aux centres de formation (droit applicable, formalités, acteurs pertinents, aides mobilisables...). Ce guide sera présenté avant la fin de l'année.

OBJECTIF 3

Pour un marché européen du travail protecteur et performant

La France et l'Allemagne font face à des défis communs devant les mutations que connaît le monde du travail : impact des nouvelles technologies, émergence de nouvelles formes d'emploi ou diversification des formes d'emploi, conséquences en matière de droit du travail et de protection sociale. Ces transformations, quelle que soit leur ampleur, appellent une réflexion commune pour prévenir les nouveaux risques, ceux qui sont liés au caractère de moins en moins linéaire des parcours professionnels et ceux qui sont liés aux effets de l'économie mondialisée. Les réformes à conduire pour mieux sécuriser les parcours, pour mieux équiper les actifs et pour renforcer la compétitivité des économies européennes sont principalement nationales. Cependant, leurs effets positifs peuvent être maximisés par un effort européen de convergence et par un meilleur fonctionnement du marché unique.

Dans cette perspective, la France et l'Allemagne, présenteront, au sein d'un groupe de travail commun en concertation avec les partenaires sociaux, des éléments d'analyse et de diagnostic relatifs aux réalités du travail de demain et formuleront des propositions pour une meilleure sécurisation des parcours professionnels et une meilleure fluidification du marché du travail.

Ce groupe commencera ses travaux dès le mois de septembre 2017. Des rendez-vous d'étape auront lieu en novembre 2017, puis en mars 2018, avant la finalisation des préconisations à l'été 2018.

Économie

OBJECTIF 1

Promouvoir une Europe forte en assurant des conditions de commerce ouvertes et équitables

À la suite du Conseil européen des 22 et 23 juin et au sommet du G20 à Hambourg, la France et l'Allemagne souhaitent promouvoir des conditions de commerce ouvertes et équitables à travers une politique commerciale européenne forte, reposant en particulier sur :

- la promotion d'un système multilatéral ouvert et fondé sur des règles, avec l'OMC en son centre et des accords de libre-échanges ambitieux entre l'Union européenne et ses partenaires commerciaux ;
- le renforcement des instruments de défense commerciale européens, en confirmant notre soutien à une modernisation des instruments de défense commerciale dans le cadre des règles de l'OMC et en appelant conjointement la Commission à assurer une mise en oeuvre efficace des mesures anti-dumping ;
- la promotion de la réciprocité dans l'accès aux marchés, en assurant un niveau d'ouverture symétrique entre les marchés publics européens et les marchés publics des pays tiers et en travaillant d'ici début 2018 sur une approche européenne adéquate, sur la base d'une analyse et d'un débat complets ;
- le contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques : à la suite de l'initiative de l'Allemagne, la France et l'Italie, en demandant à la Commission de réaliser une analyse puis de soumettre une législation permettant aux États membres de mieux protéger les industries stratégiques européennes en cas d'investissements directs étrangers qui bénéficient de subventions d'États tiers ou participent d'une stratégie industrielle d'un État tiers.

OBJECTIF 2

Renforcer la coopération franco-allemande dans l'industrie et le numérique

Politique industrielle européenne

La France et l'Allemagne reconnaissent la nécessité d'une politique industrielle européenne volontariste et ambitieuse. Les deux pays travailleront ensemble sur des propositions concrètes

et ciblées d'ici novembre 2017 pour alimenter le plan d'actions de la Commission européenne prévu début 2018 pour soutenir l'industrie européenne.

Coopération industrie du futur et transformation numérique de l'économie

La France accueillera en 2018 une nouvelle édition de la Conférence franco-allemande sur le numérique.

La France et l'Allemagne, en liaison avec le groupe BEI, mèneront des travaux conjoints visant à créer des outils d'investissement pour financer la transition numérique de TPE / PME qui n'ont pas toujours accès au financement. Ce travail sera également réalisé en tenant compte des outils nationaux et des fonds européens existants pour éviter toute duplication.

La France et l'Allemagne poursuivront les coopérations entre les programmes «Industrie du futur» et «Plateforme Industrie 4.0» en matière de standards, de développement des mutualisations d'infrastructures d'expérimentation pour les PME, ainsi que par le développement de la coopération académique.

Nos deux pays ajouteront un volet sur l'économie des données en lançant à l'automne 2017 un groupe de travail sur la confiance numérique. L'objectif sera de développer et de promouvoir les initiatives communes en matière de sécurité des données et de renforcer la coordination sur les initiatives de la Commission européenne en matière de plateformes numériques et d'économie de la donnée.

Projets industriels bilatéraux

La France et l'Allemagne s'engagent dans un grand projet d'intérêt économique européen commun sur la micro et la nanoélectronique, technologie clé pour la diffusion du numérique dans notre économie. Le projet sera notifié à la Commission européenne pour obtenir dans les meilleurs délais l'autorisation pour la mise en place de financements publics dédiés. Cette initiative doit permettre de générer des investissements de 8 milliards d'euros en France et en Allemagne.

Les deux pays identifieront d'ici fin 2017 d'autres domaines potentiels de coopération industrielle européenne, pouvant pour certains donner lieu à des projets d'intérêt économique européen commun, notamment dans les domaines de la réalité augmentée, des batteries électriques et de l'avion du futur.

Investissements pour l'avenir - soutien aux startups

La France et l'Allemagne rappellent leur attachement à renforcer la coopération

franco-allemande pour remédier à la défaillance du marché du capital-risque pour les investissements supérieurs à 10 Meuro.

Ainsi, Bpifrance et la KfW signeront, d'ici la fin de l'année 2017 un accord pour la réalisation de co-investissements dans des fonds franco-allemands de capital-risque intervenant des deux côtés du Rhin, avec pour objectif un premier projet financé au plus tard mi-2018.

Une telle initiative, qui mobilisera jusqu'à 1 milliard d'investissements publics et privés, permettra de donner les moyens aux meilleurs acteurs nationaux du capital-risque de devenir paneuropéens, au bénéfice des startups en croissance de tous les secteurs : numérique mais aussi biotechnologies, écotechnologies...

Finances

Le groupe de travail mis en place par les ministres des finances le 22 mai dernier s'est déjà réuni à trois reprises. Il est présidé par la directrice générale du Trésor et le Secrétaire d'État au BMF chargé des sujets européens et conclura ses travaux d'ici la fin de l'année 2017. Ses travaux vont s'articuler autour de 4 axes.

OBJECTIF 1

L'harmonisation fiscale

La France et l'Allemagne élaboreront d'ici fin 2017 une position commune concernant la proposition de la Commission d'assiette commune d'impôt sur les sociétés afin d'accélérer l'harmonisation fiscale européenne et - en tenant compte des progrès réalisés sur la directive - permettre la mise en oeuvre de mesures de convergence spécifiques sur une base bilatérale (la France et l'Allemagne «guideront par l'exemple»). Une assiette fiscale harmonisée améliore la transparence et, par conséquent, les conditions d'investissement en Europe.

La France et l'Allemagne se fixent l'objectif de parvenir à une position commune d'ici fin 2017 sur les moyens d'éviter la course au moins disant fiscal.

La France et l'Allemagne élaboreront d'ici fin 2017 une contribution commune sur la fiscalité du numérique et sur la fiscalité environnementale.

OBJECTIF 2

Le renforcement de la zone euro

Le contenu des travaux sur le sujet sera développé ultérieurement, mais la France et l'Allemagne reconnaissent d'ores et déjà que l'architecture actuelle de la zone euro présente des défauts persistants et partagent la volonté d'envisager de nouvelles initiatives pour la renforcer.

OBJECTIF 3

La relance de l'UE

Défense

La France et l'Allemagne s'engagent à présenter et à soutenir conjointement des projets dans le cadre du fonds européen de défense.

Budget de l'UE

La France et l'Allemagne défendront conjointement la position du Conseil sur le budget 2018 de l'UE lors des discussions à venir au Parlement européen. Une réflexion commune sera menée d'ici octobre 2017 sur l'efficacité des fonds structurels et sur les liens possibles entre le budget de l'UE et les politiques et réformes à mener dans les États membres. Une réflexion commune sera également menée d'ici la fin de 2017 sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE.

Lutte contre le financement du terrorisme

La France et l'Allemagne travailleront ensemble sur la question du financement du terrorisme en Europe et dans le monde, notamment (i) en soutenant les objectifs du plan d'action de la Commission et en lui donnant une nouvelle impulsion, (ii) en améliorant la coordination et la coopération franco-allemande dans les organismes régionaux de type GAFI (notamment dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord) et (iii) en renforçant le cadre institutionnel du GAFI, dans le prolongement des orientations arrêtées au G20 de Hambourg.

Marché unique

La France et l'Allemagne développeront une analyse conjointe d'ici la fin 2017 sur les moyens d'approfondir le marché unique afin d'accroître l'investissement et sa capacité d'absorption des chocs grâce à un meilleur fonctionnement du marché des produits, du marché du travail et des conditions d'investissement (Union des marchés de capitaux).

Rapprochements bilatéraux

La France et l'Allemagne prendront des initiatives d'ici la fin 2017 pour créer de nouvelles opportunités d'analyse économique et si possible mettre en place une task force commune d'analyse de nos politiques économiques, en s'appuyant sur les structures existantes dans les deux pays.

La France et l'Allemagne renforceront la capacité d'influence et de coordination des pays européens, de l'Union européenne et de la zone euro au conseil d'administration des institutions financières internationales. Cet engagement pourra commencer par une initiative franco-allemande à la BERD.

En s'appuyant sur les unités franco-allemandes existantes dans les deux ministères des finances, la France et l'Allemagne intensifieront leur coopération administrative : échanges de fonctionnaires, publications jointes, préparation commune des Conseils Ecofin et Eurogroupe avec, chaque fois que cela est possible, des positions et messages partagés entre les deux ministres.

La France et l'Allemagne demanderont d'ici la fin 2017 aux organisations d'entreprises (MEDEF et BDI) d'organiser des groupes de travail communs visant à faire des propositions adressées aux ministres français et allemand, notamment sur les mesures prioritaires permettant de renforcer la coopération économique et sociale entre les deux pays.

Investissements pour l'avenir

La France et l'Allemagne rappellent leur attachement à renforcer la coopération franco-allemande pour remédier à la défaillance du marché du capital-risque pour les investissements supérieurs à 10 Meuro.

Ainsi, Bpifrance et la KfW signeront, d'ici la fin de l'année 2017 un accord pour la réalisation de co-investissements dans des fonds franco-allemands de capital-risque intervenant des deux côtés du Rhin, avec pour objectif un premier projet financé au plus tard mi-2018.

Une telle initiative, qui mobilisera jusqu'à 1 milliard d'investissements publics et privés, permettra de donner les moyens aux meilleurs acteurs nationaux du capital-risque de devenir paneuropéens, au bénéfice des startups en croissance de tous les secteurs : numérique mais aussi biotechnologies, écotechnologies...

Affaires étrangères

Le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères et le ministre fédéral allemand des Affaires étrangères sont convenus de rapprocher leur action grâce à des coopérations concrètes

entre les ministères.

Renforcement de la concertation au niveau des capitales

Inviter régulièrement et au moins une fois par semestre un membre du gouvernement partenaire au Conseil des ministres et échanger sur les principaux sujets abordés dans ces enceintes

Systématiser la participation réciproque des ministres et/ou des Secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande à la conférence des ambassadeurs du pays partenaire

Développer les déplacements conjoints entre les deux ministres des Affaires étrangères ainsi qu'entre les deux Secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande

Nommer des ambassadeurs franco-allemands thématiques sur des sujets d'intérêt commun ;

Approuver d'ici à la fin de l'année 2017 une version révisée et adaptée aux enjeux du 21ème siècle de l'instruction commune sur la coopération et la coordination entre les deux services diplomatiques

Organiser une Conférence conjointe en 2018 pour commémorer le centenaire de la fin de la Première Guerre Mondiale et discuter sa signification pour le présent.

Renforcement de la coopération au niveau des postes diplomatiques, consulaires et culturels

Étendre au cadre des Nations unies la concertation systématique entre la France et l'Allemagne pratiquée dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN

Renforcer la coopération entre nos missions diplomatiques : i) dans les grands partenaires stratégiques ; ii) dans des pays en crise (une liste des postes concernés sera établie à court terme et régulièrement mise à jour)

Développer davantage l'établissement d'instituts culturels intégrés

L'objectif est d'établir au moins dix nouveaux instituts intégrés comme des instituts conjoints franco-allemands (modèle Ramallah) dans le domaine culturel d'ici 2020. Des options possibles seraient à Accra, Dar-es-Salaam et Ulan Bator. Par ailleurs, un travail d'actualisation du cadre juridique concernant les colocalisations diplomatiques ou consulaires sera conduit, en tirant les leçons des exemples de colocalisations de Koweït et Dacca et dans la perspective de la construction par l'Allemagne d'une Ambassade commune à Khartoum ;

Développer et renforcer la coopération réseaux culturels français et allemands à l'étranger (fonds culturel franco-allemand, projet Lab'Afrique, projets à travers le réseau EUNIC et les projets européens)

Développer la coopération entre les lycées et les écoles des deux pays à l'étranger à travers les « Eurocampus franco-allemands »

Donner une nouvelle impulsion aux programmes en faveur de la société civile dans des pays tiers, en particulier en Europe dans le cadre de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), à l'occasion des commémorations du 100ème anniversaire de la fin de la première guerre mondiale en 2018, ou dans le cadre du renforcement de la société civile dans des pays tiers ;

Ouverture à des ONG françaises du programme allemand existant visant à développer des projets avec la société civile dans les pays du partenariat oriental et en Russie.

Intérieur

OBJECTIF 1

Des mesures ciblées pour permettre un traitement efficace par l'UE de la crise migratoire en Méditerranée centrale

Nos deux pays s'engagent notamment à appuyer les mesures suivantes :

Maîtriser les flux migratoires dans les pays de départ et de transit

- Mobiliser les États membres de l'UE et la Commission en soutien aux actions entreprises en partenariat avec les pays du Sahel pour assurer le contrôle des frontières et lutter contre les trafics d'êtres humains : force conjointe G5 Sahel ; mission de l'UE EUCAP/Sahel Niger ; équipe conjointe d'investigation (ECI) pour la lutte contre le trafic d'êtres humains au Niger. Encourager l'extension du dispositif de l'ECI aux pays de la région.

- Inviter la Commission et le Service européen d'action extérieure à assurer l'identification d'options concrètes pour contrôler la frontière entre Niger et Libye et endiguer les flux migratoires irréguliers.

- Renforcer les dispositifs d'évaluation et de suivi du soutien de l'UE, en formations et en

équipements, aux garde-côtes libyens.

- Renforcer les synergies entre les réseaux d'officiers de liaison français et allemands dans les pays du Maghreb et du Sahel dans le domaine de la gestion des frontières, de la lutte contre la migration irrégulière et du retour.
- Mettre à disposition des experts français et allemands pour appuyer la mise en place, dans un pays du Sahel, d'une école à vocation régionale pour la formation des personnels d'encadrement de la sécurité intérieure afin de renforcer la lutte contre les réseaux de l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains et contribuer au développement des capacités opérationnelles dans la région. Encourager un appui de nos partenaires de l'UE à cette initiative.

Assurer une meilleure gestion des migrants en Europe

- Fournir davantage de personnels à Frontex et EASO pour appuyer un fonctionnement effectif des hotspots. L'objectif est d'identifier d'une part les réfugiés en besoin manifeste de protection internationale, ayant vocation à être relocalisés, et d'autre part les migrants économiques irréguliers, ayant vocation à être reconduits après des procédures accélérées depuis des zones d'attente. Accélérer les relocalisations depuis les hotspots en Italie et en Grèce.
- Faire avancer activement la réforme du régime d'asile européen commun sur la base des conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.
- Renforcer la stratégie de l'UE pour les retours, en confortant les capacités de l'agence Frontex, ainsi qu'en utilisant au besoin, de façon concertée, des restrictions de visas à l'égard de pays tiers pour augmenter les taux de réadmission.

OBJECTIF 2

Le renforcement des actions de l'UE pour la protection des citoyens

Nos deux pays s'engagent notamment à appuyer les mesures suivantes :

Mettre en oeuvre au plus vite les décisions prises au niveau européen

- Veiller à la mise en oeuvre effective des contrôles informatiques systématiques aux frontières extérieures de l'UE, conformément au nouvel article 8-2 du Code Frontières Schengen, entré en vigueur le 7 avril 2017. Pour limiter les dérogations, encourager un appui financier de l'UE pour la mise en place des infrastructures de contrôles nécessaires dans les États membres.

- Soutenir nos partenaires de l'UE dans le déploiement du « PNR européen » (y compris par un soutien de l'agence EU-LISA), qui devra être mis en oeuvre pour le 25 mai 2018, dans les domaines juridiques et techniques. Les vols charters et intra-communautaires devront aussi être couverts.

- Encourager la tenue par l'agence Frontex d'un exercice aux frontières extérieures de l'UE avant fin 2017 pour garantir la réactivité de la nouvelle réserve opérationnelle de 1500 hommes.

- Mettre en place le nouveau centre européen dédié à la prévention et à la réinsertion des personnes radicalisées dans le cadre du Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN).

Assurer le renforcement du dispositif de sécurité européen

- Donner la priorité à l'adoption, avant la fin d'année 2017, du système d'information et d'autorisation de voyage européen (ETIAS) et du Système entrée/sortie (SES).

- Examiner conjointement les options pour un enregistrement des ressortissants européens.

- Encourager la Commission européenne à présenter des initiatives législatives pour assurer la mise en oeuvre des conclusions du groupe d'experts à haut niveau sur l'interopérabilité des systèmes d'information migratoires et de sécurité.

- Assurer le suivi de la demande conjointe de la France et de l'Allemagne auprès de la Commission d'une modification du Code frontière Schengen visant à un assouplissement des conditions de réintroduction des contrôles temporaires aux frontières intérieures (article 25).

- Signer à brève échéance une déclaration d'intention franco-allemande pour une collaboration dans le domaine de la cyber-sécurité. Faire émerger une certification européenne et des standards techniques communs ayant vocation à être promus auprès de nos partenaires européens. Appuyer l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne de cyber-sécurité.

Renforcer la coopération policière entre nos pays

- Mettre en place un cycle de formation de forces de police franco-allemand, constitué à parité d'agents français et allemands, qui pourraient notamment participer à des engagements conjoints dans le cadre européen, notamment en appui de Frontex./.